



Commentaires sur les résultats

Comptes consolidés au
31 Mars 2026 (chiffres
non audités)

EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS

1	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	5
1.1	Évolution de l'activité et des résultats	5
1.2	Évolutions au sein du Groupe - Programme stratégique	6
1.3	Financement du Groupe	7
1.4	Évolution de la gouvernance	8
2	INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES	10
2.1	Chiffres clés	10
2.2	Performance géographique du Groupe	11
2.3	Performance par métier du Groupe	13
2.4	Évolution de la performance par effet	15
2.5	Autres éléments du compte de résultat	16
3	FINANCEMENT	19
3.1	Évolution du free cash-flow et de l'endettement financier net	19
4	AUTRES ÉLÉMENTS	21
4.1	Perspectives	21
5	ANNEXES	23
5.1	Définitions	23

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Estelle Brachlianoff, directrice générale du Groupe, a déclaré :

"La performance du premier trimestre de Veolia témoigne de la solidité du profil de croissance du Groupe et confirme ses excellentes perspectives de développement. Centré sur la sécurité écologique, Veolia répond à des besoins critiques croissants et notre modèle d'affaires nous rend peu sensible aux cycles économiques ou à l'inflation.

Avec une croissance organique de notre chiffre d'affaires de +2,1 %⁽¹⁾ hors prix de l'énergie et une progression remarquable de notre EBITDA de +5,1 %⁽¹⁾, nous démontrons notre capacité à performer, tout en maintenant notre discipline opérationnelle avec 96 millions d'euros de gains d'efficacité au premier trimestre.

Nous poursuivons avec détermination la transformation du profil du groupe vers l'international et les technologies. Ainsi au premier trimestre nous avons poursuivi notre développement d'offres innovantes avec l'acquisition dans la dépollution des PFAS en Australie, et avons franchi les étapes principales nous permettant de finaliser l'acquisition stratégique de Clean Earth aux Etats-Unis d'ici à fin juin.

L'innovation est au cœur de notre stratégie. Nous avons annoncé un plan ambitieux pour accélérer notre présence dans l'industrie des centres de données et de la microélectronique, visant plus d'un milliard d'euros de revenus annuels d'ici à 2030. Parallèlement, nous nous engageons à doubler la part des gains d'efficacité opérationnelle issus du digital et de l'intelligence artificielle pour atteindre 50 % d'ici à 2030.

Nous confirmons avec confiance nos objectifs 2026 et la trajectoire de notre plan GreenUp. Ensemble, nous bâtissons la sécurité écologique de demain."

⁽¹⁾ A périmètre et change constants

1

FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

1 Faits marquants de la période

1

1.1 ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS

Un très bon début d'année conjuguant croissance solide et belle performance

Le Groupe affiche au premier trimestre 2026 une croissance solide et une belle progression de l'EBITDA, portée par les besoins de services essentiels et de sécurité écologique malgré un environnement géopolitique incertain.

Cette résilience se traduit par une croissance du chiffre d'affaires de +2,1 % hors effet prix des énergies (à périmètre et change constants) atteignant 11 427 millions d'euros, et par une profitabilité en progression, l'EBITDA affichant une hausse de +5,1 % à périmètre et change constants pour atteindre 1 766 millions d'euros grâce aux leviers opérationnels qui confirment la dynamique du plan GreenUp. L'impact du conflit au Moyen-Orient demeure limité, grâce à un positionnement différenciant et unique combinant discipline opérationnelle et modèle multi-local.

Veolia poursuit la transformation du Groupe vers l'international et les services innovants, pour soutenir la croissance et l'efficacité dans la continuité de GreenUp. Le levier financier est maîtrisé à hauteur de 2,92x, inférieur à l'objectif de moins de 3,0x hors Clean Earth.

en millions d'euros	31 mars 2025	31 mars 2026	Variations 2026 / 2025	
			à change constant	périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	11 507	11 427	1,6 %	1,0 %
EBITDA ⁽¹⁾	1 695	1 766	6,2 %	5,1 %
EBIT courant ⁽¹⁾	915	971	8,1 %	7,2 %
Endettement financier net ⁽¹⁾	-18 855	-20 797		

(1) Les définitions des indicateurs sont indiquées dans la section 5.1 infra.

Le chiffre d'affaires au 31 mars 2026 s'établit à 11 427 millions d'euros et varie de +2,1 % à périmètre et change constants hors effet prix des énergies. Le chiffre d'affaires progresse de +1,0 % à périmètre et change constants dont une croissance dans les métiers de l'Eau (+2,0 %), l'Energie (+4,1 %)⁽¹⁾ et une stabilité de l'activité Déchets (-0,1 %). Sur le plan géographique, le Groupe bénéficie d'une bonne croissance organique à l'International et celle-ci est répartie de la manière suivante sur les différents segments du Groupe :

- **Technologies de l'Eau (-2,2 %)** : le segment est en repli malgré une bonne performance des activités Produits & Technologies et Services. Hors activité Projets, le segment affiche une croissance de +4,3 % à périmètre et change constants.
- **Amériques, Asie-Pacifique, Afrique Moyen-Orient (+3,1 %)** : dans l'Eau, l'Amérique du Nord progresse de +4,6%, le Maroc de +7,3 % et le Chili Régulé de +7,8 % ainsi que dans l'activité Déchets qui augmente de +5,9 % en Amérique Latine, +3,9 % en Amérique de Nord et reste stable en Asie Pacifique. L'activité Energie concerne majoritairement l'Asie Pacifique qui enregistre une diminution de -4,6 %.
- **Europe (+0,8 % et 3,0 % hors effet prix des énergies)** : cette croissance s'explique par les bonnes performances dans l'activité Eau pour l'Ibérie (+5,7 %) et en Europe Centrale et Orientale (+3,7 %). L'activité Déchets résiste sur la zone grâce à la bonne performance de l'Europe du Nord (+2,9 %). Concernant le secteur de l'Energie, la progression est de 2,1 % en Europe centrale et Orientale alors que l'Europe du Nord est en repli à -3,1 %.
- **France et Déchets Dangereux Europe (+0,6 %)** : l'Eau France croît légèrement de +0,3 % tandis que l'activité Recyclage et Valorisation recule de -1,1 % en raison de la sélectivité commerciale et de la baisse des prix de l'électricité. Les Déchets Dangereux Europe limitent leur retrait à -1,5 %, temporairement impactés par des intempéries et des arrêts techniques exceptionnels.

L'EBITDA au 31 mars 2026 s'établit à 1 766 millions d'euros en hausse de +5,1 % à périmètre et change constants. Cette progression est portée par la croissance de l'activité et la performance opérationnelle (+5,1 %), l'impact climat favorable (+1,0 %) atténuée par la variation des prix des commodités (-0,9 %).

Les gains d'efficacité opérationnelle bruts s'élèvent à 96 millions d'euros.

L'EBIT courant s'établit à 971 millions d'euros, en progression de +7,2 % à périmètre et change constants par rapport au 31 mars 2025.

L'endettement financier net s'élève à 20 797 millions d'euros au 31 mars 2026, en hausse de 1 942 millions d'euros par rapport au 31 mars 2025 principalement en raison des investissements financiers nets réalisés sur l'exercice précédent à compter du deuxième trimestre 2025, notamment l'acquisition des 30% de Water Technologies and Solutions auprès de CDPQ par Veolia.

(1) hors effet prix des énergies

1.2 ÉVOLUTIONS AU SEIN DU GROUPE - PROGRAMME STRATÉGIQUE

1.2.1 Innovations et développements commerciaux

En 2026, Veolia continue le déploiement de son plan GreenUp. Le Groupe continue d'innover et de renforcer son empreinte commerciale sur des zones géographiques et dans des métiers stratégiques pour le Groupe.

■ Succès majeur dans la gestion des déchets au Royaume-Uni

En date du 26 février 2026, Veolia annonce avoir remporté ou renouvelé 11 contrats avec des collectivités locales britanniques en 2025, pour une valeur dépassant 1 milliard de livres sterling. Ces succès, qui incluent des contrats à long terme avec le district de Bromley et plusieurs autres conseils municipaux, portent à plus de 50 le nombre de partenaires publics du Groupe dans le pays. En lien avec le programme GreenUp, ces activités soutiennent la décarbonation et l'économie circulaire, notamment via l'investissement de 70 millions de livres dans une installation de recyclage de PET dans le Shropshire.

■ Renforcement stratégique dans le secteur de l'eau à Mumbai

Veolia annonce la signature de deux contrats d'exploitation en février 2026 et de maintenance (O&M) d'une durée de 15 ans pour les usines de production d'eau potable de Bhandup et Panjrapur à Mumbai. Avec une capacité cumulée de 2,91 millions de m³ par jour, ces projets d'une envergure inédite couvriront plus de 60% des besoins en eau de la ville d'ici 2030.

■ Sortie du charbon à Karviná en République tchèque

Veolia transforme la centrale de Karviná en une installation multi-énergies (biomasse, gaz, combustibles solides de récupération) visant une sortie totale du charbon d'ici 2029. Ce projet permettra de réduire les émissions de CO₂ de 200 000 tonnes par an tout en alimentant 50 000 foyers. Cette initiative majeure renforce la dynamique "New Urban Energy" pour décarboner les réseaux de chaleur en Europe d'ici 2030.

■ Le 14 avril 2026, Veolia lance une offre intégrée de nouvelle génération pour réinventer le futur des data centers au niveau mondial. Le Groupe accélère sur les marchés des data centers et des semi-conducteurs et vise 1 milliard d'euros par an dès 2030 en prévoyant

- **Une forte ambition de croissance** : Veolia accélère sur ces marchés critiques et vise 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel d'ici 2030;
- **Une réponse à la pression sur les ressources** : La demande explose et la consommation d'eau combinée des data centers et de la fabrication de semi-conducteurs devrait atteindre l'équivalent de celle de 46 millions de personnes d'ici 2030. Face aux réticences locales liées à cette surconsommation, Veolia se positionne comme le partenaire de la sécurité environnementale;
- **Lancement de l'offre "Data Center Resource 360"** : Cette nouvelle solution intégrée, qui s'inscrit dans le plan stratégique GreenUp et cible particulièrement les États-Unis et l'Europe, vise à faire des data centers des "hubs circulaires". Les objectifs de performance sont ambitieux : jusqu'à 20 % de réutilisation de l'énergie (notamment par la récupération de chaleur fatale), réduction de 75 % de l'empreinte hydrique, jusqu'à 95 % de recyclage et de réutilisation des déchets;
- **Le numérique et l'IA comme leviers d'efficacité** : Veolia s'appuie sur Hubgrade, sa plateforme digitale boostée à l'intelligence artificielle, pour surveiller et optimiser les opérations en temps réel. Plus globalement, le Groupe veut doubler la part de ses gains d'efficacité opérationnelle issus de l'IA et du numérique pour atteindre 50 % d'ici 2030.

■ Lancement de deux nouvelles instances de dialogue inédites avec des parties prenantes au cœur de la sécurité environnementale

Face aux nouvelles menaces et aux enjeux grandissants en matière de sécurité environnementale, Veolia annonce le 23 avril 2026, en marge de son Assemblée Générale, la création de deux instances de dialogue et de co-construction. L'Assemblée des parties prenantes, un groupe de travail inédit, rassemble 34 personnalités internationales - clients, partenaires financiers, organisations environnementales, salariés et représentants de la société civile - afin de réfléchir, dans un premier temps, sur la sécurité hydrique et les promesses actuellement offertes par la REUT.

Le Conseil des générations futures, constitué de 30 acteurs internationaux de moins de trente ans, échangera, quant à lui, deux fois par an, avec Estelle Brachlianoff, directrice générale de Veolia, et avec le Comité exécutif.

■ Le 27 avril 2026, Veolia annonce sa collaboration avec Amazon pour déployer la réutilisation des eaux usées pour le refroidissement des data centers

Cette collaboration associe les technologies avancées de réutilisation des eaux usées traitées de Veolia, leader mondial des technologies de l'eau, aux capacités d'intelligence artificielle et de cloud d'Amazon, afin de développer des stratégies plus durables pour les data centers.

Elle soutient l'objectif d'Amazon d'atteindre une empreinte eau positive dans ses opérations directes de data centers d'ici 2030 et s'inscrit dans les objectifs du programme stratégique GreenUp de Veolia en matière de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de décarbonation.

Ce projet s'inscrit dans la nouvelle offre "Data Center Resource 360" de Veolia, conçue pour optimiser la gestion des ressources pour des data centers nouvelle génération.

1.2.2 Opérations de périmètre

Au 31 mars 2026, la principale évolution de périmètre est la suivante :

■ Acquisition d'une activité de traitement des déchets dangereux en Australie

Début 2026, le groupe a signé un accord en vue de l'acquisition de Enviropacific Services, une entreprise australienne de traitement des déchets dangereux, spécialisée dans la dépollution des sols et le traitement des eaux contaminées. La transaction, a été finalisée au cours du premier trimestre 2026 pour un montant de 228 millions de dollars australiens (137 millions d'euros).

Cette acquisition s'inscrit dans la dynamique habituelle d'acquisitions ciblées (« tuck-ins ») et permet à Veolia de renforcer sa position de pionnier dans la lutte contre la contamination aux PFAS (polluants éternels) en Australie. Cette opération stratégique contribue à l'ambition du Groupe d'atteindre 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires dans le traitement des PFAS et des micropolluants d'ici 2030.

1.2.3 Opérations en cours

■ Acquisition de Clean Earth aux États-Unis confirmée pour le deuxième trimestre 2026

Suite à la signature de l'accord d'acquisition le 21 novembre 2025 de Clean Earth, acteur majeur dans le traitement des déchets dangereux, le closing de l'opération est prévu au deuxième trimestre 2026. L'approbation des autorités de la concurrence américaines a été obtenue le 3 mars dernier et la notification auprès de la SEC a été déposée par Enviri le 20 mars 2026.

1.3 FINANCEMENT DU GROUPE

1.3.1 Structure de la dette du Groupe

L'endettement financier net au 31 mars 2026 s'élève à 20 797 millions d'euros.

Le niveau de trésorerie au 31 mars 2026 s'élève à 10 786 millions d'euros, après le remboursement le 9 février 2026 pour 850 millions d'euros de titres super-subordonnés.

Le Groupe a par ailleurs à sa disposition une ligne de crédit syndiqué multidevises, pour un montant total non tiré au 31 mars 2026 de 4 500 millions d'euros, ainsi que des lignes de crédit bilatérales pour un montant total non tiré au 31 mars 2026 de 1 397 millions d'euros.

Ceci lui permet ainsi de bénéficier d'une solide position de liquidité nette qui s'élève à 6 730 millions d'euros au 31 mars 2026, après prise en compte de dettes courantes (trésorerie passive incluse) pour un montant de 9 953 millions d'euros.

1.3.2 Gestion de la dette obligataire

Le 14 janvier 2026, Veolia a procédé à une émission obligataire pour un montant total de 2,5 milliards d'euros en trois tranches, respectivement de 950 millions d'euros à un taux de 3,209 % à échéance janvier 2031, de 900 millions d'euros à un taux de 3,639 % à échéance janvier 2034 et de 650 millions d'euros à un taux de 4,052 % à échéance janvier 2038. Le taux moyen pondéré est de 3,583 %.

Le 10 avril, Veolia a procédé à une seconde émission obligataire sur 2026 d'un montant d'un milliard d'euros en deux tranches, pour

respectivement 500 millions d'euros à un taux de 3,69 % à échéance avril 2031 et de 500 millions d'euros à un taux de 4,122 % à échéance avril 2036. Le taux moyen pondéré est de 3,906 %.

1.3.3 Confirmation de la perspective de crédit

Le 27 avril 2026, Standard and Poor's a confirmé la notation de crédit de Veolia Environnement, A-2/BBB avec une perspective stable. De son côté, Moody's a confirmé, le 2 décembre 2025, la notation P-2/Baa1 avec une perspective stable.

1.3.4 Paiement du dividende

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 23 avril 2026 a approuvé le versement d'un dividende de 1,50 euro par action au titre de l'exercice 2025, payable en numéraire. Les dividendes 2025 seront mis en paiement à compter du 13 mai 2026 pour un montant de 1 097 millions d'euros.

1.4 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE

Dans le cadre du renouvellement annuel du conseil, le conseil d'administration, lors de sa séance du 5 novembre 2025, a pris acte que le mandat de trois administrateurs venait à échéance à l'issue de l'assemblée générale du 23 avril 2026 (M. Antoine Frérot, Mme Estelle Brachlianoff et Mme Agata Mazurek-Bąk) et que Mme Agata Mazurek-Bąk ainsi que son remplaçant M. Romain Ascione ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat à l'issue de ladite assemblée générale.

Sur la recommandation du comité des nominations, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale mixte du 23 avril 2026 le renouvellement des mandats d'administrateurs de M. Antoine Frérot et de Mme Estelle Brachlianoff ainsi que la nomination de M. Jean-Christophe Taret en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires, et de Mme Sandra Cortese en qualité de remplaçante en remplacement respectivement de Mme Agata Mazurek-Bąk et M. Romain Ascione.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Veolia Environnement du 23 avril 2026 a approuvé :

- le renouvellement des mandats de M. Antoine Frérot en qualité d'administrateur et Mme Estelle Brachlianoff en qualité d'administratrice ; et
- la nomination de M. Jean-Christophe Taret en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires et Mme Sandra Cortese en qualité de remplaçante ;

pour une durée de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de 2030, qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Le conseil d'administration, suivant la recommandation de son comité des nominations, a renouvelé M. Antoine Frérot dans ses fonctions de président du conseil d'administration, étant précisé qu'il atteindra en 2028 la limite d'âge fixée par les statuts pour présider le conseil d'administration. Une réflexion sera menée par le comité des nominations et par le conseil d'administration en 2026 et 2027 sur la succession du président du conseil d'administration. Par ailleurs, le conseil d'administration a confirmé Mme Estelle Brachlianoff dans ses fonctions de directrice générale.

À la date du présent document, le conseil d'administration de Veolia Environnement se compose de quinze administrateurs dont 75 % d'administrateurs indépendants (hormis les deux administrateurs représentant les salariés et l'administrateur représentant les salariés actionnaires), 46 % ⁽¹⁾ d'administratrices et un censeur :

- M. Antoine Frérot, *président du conseil d'administration* ;
- Mme Estelle Brachlianoff, *directrice générale* ;
- M. Pierre-André de Chalendar*, *administrateur référent* ;
- M. Olivier Andriès* ;
- Mme Maryse Aulagnon ;
- Mme Véronique Bédague* ;
- M. Philippe Brassac* ;
- M. Arnaud Caudoux* ;
- Mme Isabelle Courville* ;
- M. Franck Le Roux, *administrateur représentant les salariés* ;
- Mme Julia Marton-Lefèvre* ;
- M. Pavel Páša, *administrateur représentant les salariés* ;
- Mme Elena Salgado* ;
- M. Jean-Christophe Taret, *administrateur représentant les salariés actionnaires* ;
- M. Guillaume Texier* ;
- M. Enric Xavier Amiguet i Rovira, *censeur*.

* *Membre indépendant*

La composition des comités du conseil est la suivante :

- **comité des comptes et de l'audit** : M. Guillaume Texier (président), M. Olivier Andriès, M. Philippe Brassac, Mme Véronique Bédague, M. Arnaud Caudoux, et M. Franck Le Roux (administrateur représentant les salariés) ;
- **comité des nominations** : M. Pierre-André de Chalendar (président), Mme Maryse Aulagnon, M. Philippe Brassac, Mme Isabelle Courville et M. Antoine Frérot ;
- **comité des rémunérations** : M. Olivier Andriès (président), Mme Maryse Aulagnon, M. Pierre-André de Chalendar, M. Franck Le Roux (administrateur représentant les salariés) et Mme Elena Salgado ;
- **comité recherche, innovation et développement durable** : Mme Isabelle Courville (présidente), M. Arnaud Caudoux, Mme Julia Marton-Lefèvre, M. Pavel Páša (administrateur représentant les salariés), Mme Elena Salgado, M. Jean-Christophe Taret (administrateur représentant les salariés actionnaires) et M. Guillaume Texier. M. Enric Amiguet i Rovira est invité permanent de ce comité ;
- **comité de la raison d'être** : M. Antoine Frérot (président), M. Olivier Andriès, Mme Maryse Aulagnon, M. Philippe Brassac, M. Pierre-André de Chalendar, Mme Isabelle Courville, M. Franck Le Roux (administrateur représentant les salariés) et M. Guillaume Texier.

Pour mener à bien sa mission, la directrice générale est assistée d'un comité exécutif, instance de réflexion, de concertation et de décision de politique générale visant à mettre en œuvre les grandes orientations du Groupe. Le comité est également consulté sur les sujets majeurs de la vie du Groupe.

Le comité exécutif se réunit mensuellement.

À la date du présent document, le comité exécutif comprend six nationalités étrangères et est composé comme suit :

- Estelle Brachlianoff, directrice générale ;
- Emmanuelle Menning, directrice générale adjointe en charge des finances, et supervise l'Allemagne ;
- Laurent Obadia, directeur général adjoint en charge des parties prenantes et de la communication, et supervise la zone Afrique Moyen-Orient ;
- Geoffroy Carlier, directeur de l'intégration opérationnelle et des projets complexes ;
- Sébastien Daziano, directeur performance plurielle et stratégie ;
- Gavin Graveson, directeur de la zone Asie-Pacifique et ;
- Philippe Guitard, directeur de la zone Europe centrale et orientale ;
- Éric Haza, directeur juridique ;
- Richard Kirkman, directeur de la zone Europe du Nord et du développement ;
- Anne Le Guennec, directrice de la zone Technologies de l'Eau ;
- Christophe Maquet, directeur business performance ;
- Gustavo Miguez, directeur de la zone Ibérie et Amérique latine ;
- Jean-François Nogrette, directeur de la zone France et déchets spéciaux Europe ;
- Helman le Pas de Sécheval, secrétaire général, et supervise l'Italie ;
- Nadège Petit, directrice de la zone Amérique du Nord ;
- Isabelle Quainon, directrice des ressources humaines.

Par ailleurs, un comité de direction réunit tous les trimestres l'ensemble des fonctions et géographies du Groupe afin de partager et de s'engager sur les enjeux et les perspectives du Groupe. À la date du présent document, ce comité est composé de 37 membres dont les 16 membres du comité exécutif ; sa composition est accessible sur le site internet de Veolia (www.veolia.com).

⁽¹⁾ Hors les deux administrateurs représentant les salariés en application des articles L. 225-27-1 et L. 22-10-7 du Code de commerce.

2

INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES

2 Informations comptables et financières

2.1 CHIFFRES CLÉS

Les chiffres clés du Groupe sont présentés conformément aux définitions telles que décrites dans la publication des comptes au 31 décembre 2025 (se référer au chapitre 5.1 Définitions).

(en millions d'euros)	31 mars 2025	31 mars 2026	Variations 2026 / 2025		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	11 507	11 427	-0,7 %	1,6 %	1,0 %
EBITDA ⁽¹⁾	1 695	1 766	4,2 %	6,2 %	5,1 %
EBIT courant ^{(2) (3)}	915	971	6,1 %	8,1 %	7,2 %
Investissements industriels nets (y compris nouveaux actifs financiers opérationnels)	-1 013	-860			
Free cash-flow net	-906	-762			
Endettement financier net à la clôture ⁽⁴⁾	-18 855	-20 797			

(1) Les définitions des indicateurs sont indiquées dans la section 5.1

(2) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées.

(3) Retraité des amortissements des actifs réévalués, identifiés dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez, soit 44 millions d'euros au 31 mars 2025 et 40 millions d'euros au 31 mars 2026, comme défini dans la section 5.1.

(4) L'endettement financier net exclut la réévaluation des passifs financiers dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez comme défini dans la section 5.1

Les impacts de change sur les principaux indicateurs entre le 31 mars 2026 et le 31 mars 2025 sont les suivants :

Impact change au 31 mars 2026 (vs au 31 mars 2025)	%	(en millions d'euros)
Chiffre d'affaires	-2,3 %	-269
EBITDA	-2,0 %	-33
EBIT courant	-2,0 %	-18
Endettement financier net ^{(1) (2)}	0,5 %	-99

(1) Y compris variation de juste valeur.

(2) Vs 31 décembre 2025

2.2 PERFORMANCE GÉOGRAPHIQUE DU GROUPE

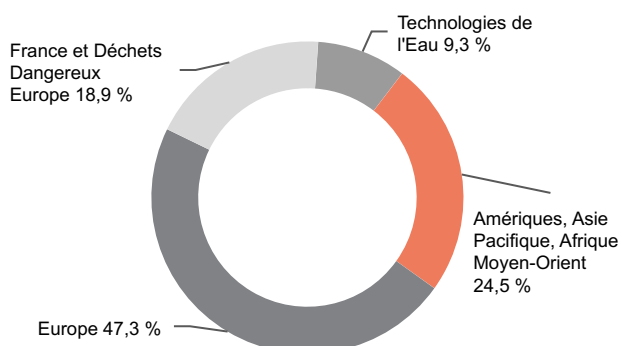
2.2.1 Chiffre d'affaires par segment opérationnel

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 11 427 millions d'euros au 31 mars 2026, contre 11 507 millions d'euros au 31 mars 2025. Il augmente de +1,0 % à périmètre et change constants et de +2,1 % hors effet prix des énergies, qui impacte majoritairement l'Europe.

(en millions d'euros)	March 31, 2025	March 31, 2025 re-presented for IFRS 8 and combined	March 31, 2026	2026/2025	
				Δ	Δ at constant exchange rates
				Variations 2026 / 2025	
	31 mars 2025	31 mars 2025 retraité IFRS 8 et combiné	31 mars 2026	en courant	à change constant
Technologies de l'Eau	1 156	3 919	1 061	-8,3 %	-2,2 %
Amériques, Asie Pacifique, Afrique Moyen-Orient	2 845	10 111	2 799	-1,6 %	5,3 %
Europe ⁽¹⁾	5 351	14 501	5 407	1,0 %	1,1 %
France et Déchets Dangereux Europe	2 153	9 542	2 160	0,3 %	0,3 %
Autres	2	-398	1	0,0 %	0,0 %
GROUPE	11 507	9 144	11 427	-0,7 %	1,6 %

La répartition du chiffre d'affaires au 31 mars 2026 par segment opérationnel est la suivante :

Chiffre d'affaires au 31 mars 2026 : 11 427 M€



Par rapport au 31 mars 2025, le chiffre d'affaires au 31 mars 2026 augmente de +1,0 % à périmètre et change constants.

L'activité **Technologies de l'Eau** génère un chiffre d'affaires de 1 061 millions d'euros, en recul de -2,2 % à périmètre et change constants par rapport au premier trimestre 2025 lié au ralentissement de l'activité Projets, particulièrement au Moyen-Orient, tandis que la performance des Produits et Technologies et des Services est bonne. Hors Projets, les Technologies de l'Eau sont ainsi en progression de +4,3 % à périmètre et change constants.

Le chiffre d'affaires d'**Amériques, Asie-Pacifique, Afrique Moyen-Orient** atteint 2 799 millions d'euros, en croissance de +3,1 % à périmètre et change constants, en progression sur la majorité de ces géographies :

- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires s'établit à 707 millions d'euros, en hausse de +4,7 % à périmètre et change constants, grâce à des hausses tarifaires sur les activités Eau Régulée, Eau Municipale et Déchets Dangereux. L'activité Déchets Dangereux profite par ailleurs d'une bonne dynamique commerciale et ce malgré l'intensité des intempéries sur la période ;
- Le chiffre d'affaires en **Amérique latine** atteint 525 millions d'euros, en hausse de +7,6 % à périmètre et change constants. Cette croissance est portée par les indexations tarifaires dans l'activité Eau Régulée au Chili et la bonne progression de l'activité Déchets au Brésil, en Argentine et Colombie ;

- En **Asie**, le chiffre d'affaires s'établit à 618 millions d'euros en recul de -1,6 % à périmètre et change constants. Cette diminution s'explique principalement par le ralentissement de l'activité Déchets à Hong Kong. Toutefois, ceci est en partie compensé par plusieurs performances positives. Le Japon affiche une dynamique positive dans l'Eau Municipale, avec un bon taux de renouvellement des contrats. L'Asie du Sud-Est et l'Inde bénéficient de volumes soutenus dans le recyclage plastique et la gestion des déchets dangereux. Enfin, la Chine maintient un chiffre d'affaires stable (+0,3 % à périmètre et change constants), la forte croissance de l'activité Déchets compensant la baisse des volumes dans l'Eau Industrielle ;

- Dans le **Pacifique**, le chiffre d'affaires s'établit à 542 millions d'euros, en hausse de +1,4% à périmètre et changes constants. L'activité est portée par la très bonne performance des activités de traitement et de valorisation des déchets (volumes en forte progression dans les centres d'enfouissement et les stations de transfert) et l'activité Eau (volumes et renouvellement de contrat) ;

- En **Afrique Moyen-Orient**, le chiffre d'affaires s'établit à 407 millions d'euros, en progression de +4,4% à périmètre et change constants, compte tenu du contexte géopolitique. Cette augmentation est soutenue notamment par la bonne performance au Maroc de +7,4 % à périmètre et change constants, tandis qu'au Moyen-Orient, la croissance est de +3,0 % à périmètre et change constants.

Le chiffre d'affaires de l'**Europe**⁽¹⁾ atteint 5 407 millions d'euros au 31 mars 2026 en variation organique de + 0,8 %. Hors effet prix des énergies, le chiffre d'affaires augmente de +3,0 %, porté par l'Eau (+5,4 %), l'Énergie et la résilience de l'activité Déchets :

- En **Europe centrale et orientale**, le chiffre d'affaires s'établit à 3 357 millions d'euros, affichant une progression de +0,4 % à périmètre et change constants et de +3,1% hors effet prix des énergies (à périmètre et change constants). Cette performance est principalement tirée par un effet climat favorable dans l'Énergie, particulièrement en Pologne, qui permet d'absorber la baisse des prix des énergies. La croissance est également soutenue par la bonne dynamique de l'activité Eau : celle-ci bénéficie d'importantes indexations tarifaires (notamment en Roumanie, en République tchèque et en Bulgarie) permettant de compenser un repli d'activité en Allemagne, notamment dans le Déchet Solide ;
- En **Europe du Nord**, le chiffre d'affaires de 1 052 millions d'euros progresse de +2,5 % à périmètre et change constants. Au Royaume-

(1) Pour rappel, le segment IFRS 8 "Europe" correspond historiquement au segment IFRS 8 "Europe hors France". Cette nouvelle dénomination a été utilisée à compter de la publication du 31 décembre 2025.

Uni, le chiffre d'affaires augmente de +3,8 % grâce à la hausse des tarifs, et des gains commerciaux notamment dans les activités de traitement des déchets ;

- En **Ibérie**, le chiffre d'affaires s'élève à 711 millions d'euros, marquant une progression de +3,2 % (hors effets de change et de périmètre). La croissance est portée par la bonne progression du secteur de l'Eau qui bénéficie d'une révision favorable des tarifs en Espagne. La hausse des volumes et travaux sur l'activité Énergie permet de compenser la diminution des prix des énergies ;
- L'**Italie** génère un chiffre d'affaires de 286 millions d'euros, en recul de -5,5 % à périmètre et change constants, notamment suite à une baisse des prix des énergies.

Le chiffre d'affaires de **France et Déchets Dangereux Europe** s'élève à 2 160 millions d'euros, en légère hausse de +0,6 % à périmètre et change constants, comparé au 31 mars 2025 :

- Le chiffre d'affaires de l'**Eau** de 723 millions d'euros est en hausse de +0,3 % à périmètre et change constants, grâce à une hausse des volumes (+1,1 %) ;
- Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets** s'élève à 698 millions d'euros. La diminution de -1,1 % à périmètre et changes constants s'explique principalement par de moindres volumes enfouis, la sélectivité commerciale et la baisse du chiffre d'affaires électrique, partiellement compensés par les indexations tarifaires ;
- L'activité **Déchets dangereux Europe** enregistre un chiffre d'affaires de 587 millions d'euros, en recul de -0,4 % à périmètre et change constants. Cette baisse est principalement liée aux intempéries sur le début d'année 2026 et aux arrêts techniques exceptionnels.

2.3 PERFORMANCE PAR MÉTIER DU GROUPE

2.3.1 Chiffre d'affaires par métier

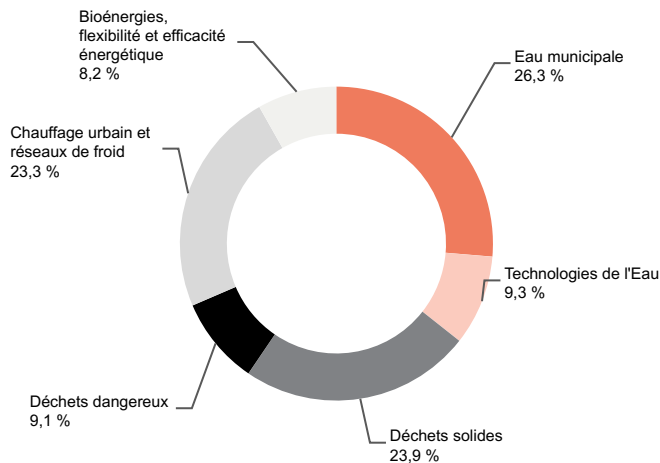
Par rapport au 31 mars 2025, le chiffre d'affaires augmente de +1,0 % à périmètre et change constants. Hors effet prix des énergies, le chiffre d'affaires augmente de +2,1 %. L'évolution du chiffre d'affaires par métier s'explique comme suit à périmètre et change constants par rapport à 2025 :

(en millions d'euros)	31 mars 2025	31 mars 2026	Variations 2026 / 2025		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Eau municipale	2 999	3 010	0,4 %	3,4 %	3,6 %
Technologies de l'Eau	1 156	1 061	-8,3 %	-2,1 %	-2,2 %
Eau	4 155	4 070	-2,0 %	1,9 %	2,0 %
Déchets solides	2 791	2 729	-2,2 %	-0,2 %	-0,8 %
Déchets dangereux	1 019	1 035	1,6 %	5,2 %	1,7 %
Déchets ⁽¹⁾	3 811	3 764	-1,2 %	1,2 %	-0,1 %
Chauffage urbain et réseaux de froid	2 617	2 657	1,5 %	1,4 %	0,8 %
Bioénergies, flexibilité et efficacité énergétique	924	935	1,2 %	3,1 %	2,2 %
Énergie ⁽¹⁾	3 541	3 592	1,5 %	1,8 %	1,2 %
GROUPE	11 507	11 427	-0,7 %	1,6 %	1,0 %

(1) Retraité pour refléter les changements dans l'organisation et assurer la comparabilité entre les périodes

La répartition du chiffre d'affaires par métier au 31 mars 2026 est la suivante :

Chiffre d'affaires au 31 mars 2026 : 11 427 millions d'euros



Les principales variations de chiffre d'affaires par métier à périmètre et change constants par rapport au 31 mars 2025 s'analysent comme suit :

Chiffre d'affaires Eau

L'activité **Eau** enregistre une progression de +2,0 % à périmètre et change constants, principalement soutenue par des revalorisations tarifaires de +1,8 %, ainsi que par une amélioration des volumes.

Le chiffre d'affaires des **activités socles d'Eau municipale** progresse de +3,6 % à périmètre et change constants, avec des hausses tarifaires sur la plupart des géographies (en particulier en Espagne, en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Amérique du Nord et Chili).

Le chiffre d'affaires des **activités boosters de Technologies de l'Eau** décline à hauteur de -2,2 % à périmètre et change constants. L'activité est impactée par le ralentissement des Projets, notamment au Moyen-Orient. Hors Projets, l'activité progresse ainsi de +4,3 % à périmètre et change constants.

Chiffre d'affaires Déchets

Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets** reste stable (-0,1 %) à périmètre et change constants, grâce à des révisions tarifaires (+1,9 %) qui compensent l'effet des baisses des prix du papier et plastique (-0,6 %), l'effet commerce/volumes/travaux (-0,8 %) et l'impact défavorable des intempéries.

Le chiffre d'affaires des **activités socles de Déchets solides** est en léger recul de -0,8 % à périmètre et change constants. Ceci résulte de la combinaison d'un contexte externe défavorable (intempéries et baisse des prix des matières recyclables et de l'énergie) et de la sélectivité commerciale.

Le chiffre d'affaires des **activités boosters de Déchets dangereux** progresse de +1,7 % à périmètre et change constants. Cette croissance s'explique notamment par la bonne performance des activités traitement de déchets chimiques et incinération, de revalorisations tarifaires positives compensant l'impact négatif des intempéries aux États-Unis et en Europe.

Chiffre d'affaires Énergie

Le chiffre d'affaires de l'activité **Énergie** progresse de +1,2 % à périmètre et change constants et de +4,1 % hors impact du prix de l'énergie. L'impact climat positif de +2,4 % et l'effet commerce/volumes de +1,3 % permettent de largement compenser l'effet prix énergie défavorable de -2,9 %.

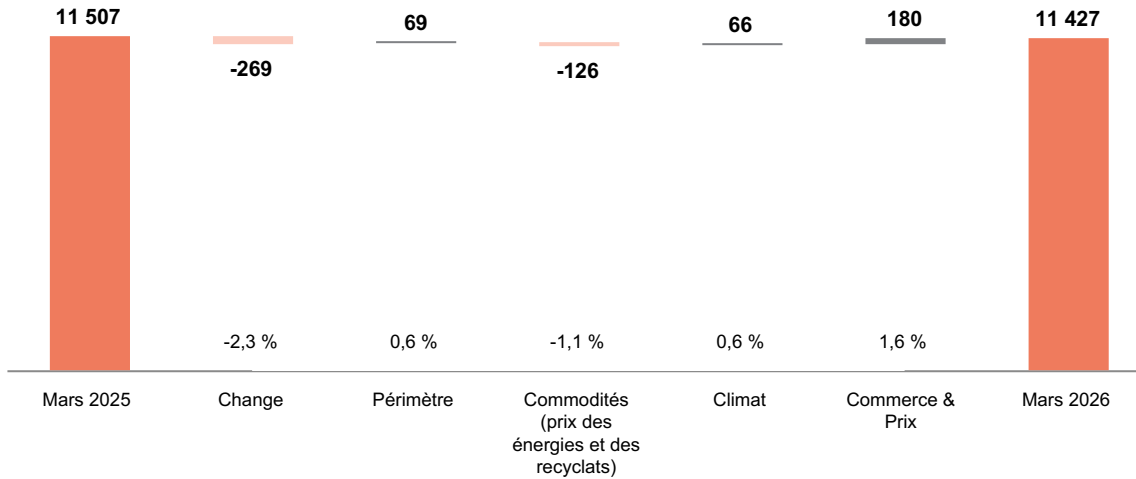
Le chiffre d'affaires des **activités socles** de **Chauffage urbain et Réseaux de froid**, essentiellement localisé en Europe centrale et orientale, connaît une progression de +4,4 % à périmètre et change constants après neutralisation de l'impact des prix des énergies. Cette croissance est portée par un effet climat favorable combiné à de bons volumes compensant l'impact négatif du prix des énergies.

Le chiffre d'affaires des **activités boosters** de **Bioénergies, flexibilité et efficacité énergétique** est en hausse à hauteur de +3,4 % à périmètre et change constants et hors effet des prix des énergies. Cette évolution résulte notamment de la solide performance de l'Europe du Nord, qui compensent la baisse des volumes et des tarifs en Italie.

2.4 ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE PAR EFFET

2.4.1 Analyse de la variation du chiffre d'affaires Groupe

La variation du chiffre d'affaires s'élève à +1,0 % à périmètre et change constants, et à +2,1 % hors prix des énergies. Elle peut s'analyser comme suit :



L'effet change de -269 millions d'euros (-2,3 %) reflète la dimension internationale du Groupe (environ 60 % de chiffre d'affaires non euros) et correspond principalement à la dépréciation des devises américaine, anglaise, argentine, japonaise et chinoise partiellement compensée par l'appréciation des devises tchèque et hongroise⁽¹⁾. Il est à noter qu'il s'agit d'impacts de conversion et non de transaction, sans impact sur les marges.

L'effet périmètre de +69 millions d'euros (+0,6 %) se compose majoritairement des acquisitions dans le traitement des Déchets Dangereux aux États-Unis, au Japon, au Brésil et en Australie.

L'impact des commodités (correspondant à l'évolution des prix des énergies et des recyclats) s'élève à -126 millions d'euros (-1,1 %), sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie (-116 millions d'euros), principalement en Europe centrale et orientale, ainsi que l'effet négatif des prix des recyclats (-10 millions d'euros) majoritairement sur le papier et le plastique.

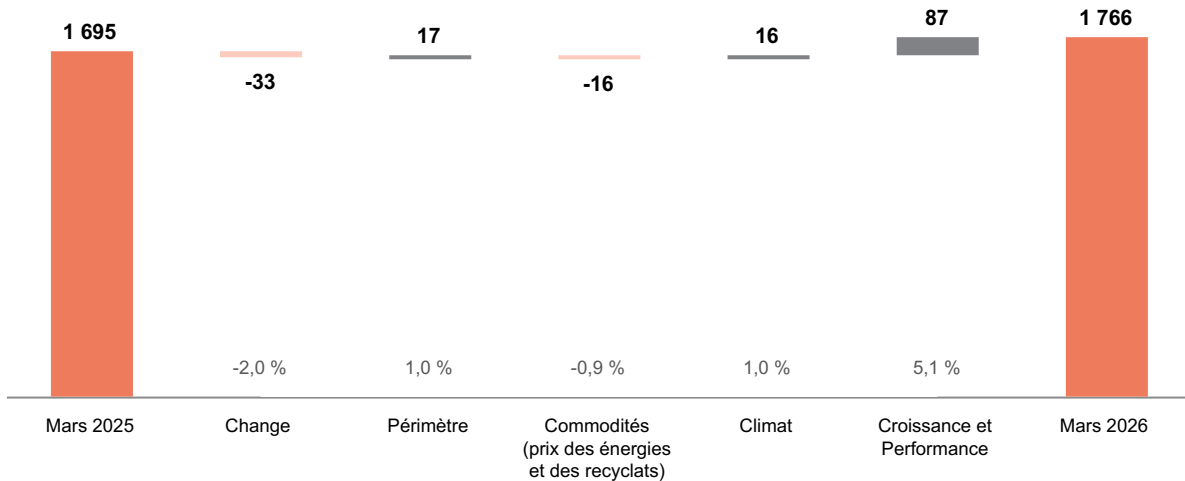
L'effet climat s'élève à +66 millions d'euros (+0,6 %), essentiellement dans l'Énergie sur l'Europe centrale et orientale lié à un hiver plus froid au début d'année comparé à 2025, partiellement impacté par un effet négatif des intempéries sur le Déchet.

Les effets Commerce & Prix favorables s'élèvent à +180 millions d'euros (+1,6 %) avec une croissance soutenue dans l'Eau et l'Énergie, partiellement compensée par des volumes de Déchets en retrait ; ainsi qu'avec des révisions tarifaires favorables dans les activités Eau et Déchets.

⁽¹⁾ Principaux impacts de change par devises : le dollar américain (-123 millions d'euros), la livre sterling (-30 millions d'euros), le peso argentin (-23 millions d'euros), le yen japonais (-21 millions d'euros), le yuan chinois (-15 millions d'euros), la couronne tchèque (+20 millions d'euros) et le forint hongrois (+21 millions d'euros)

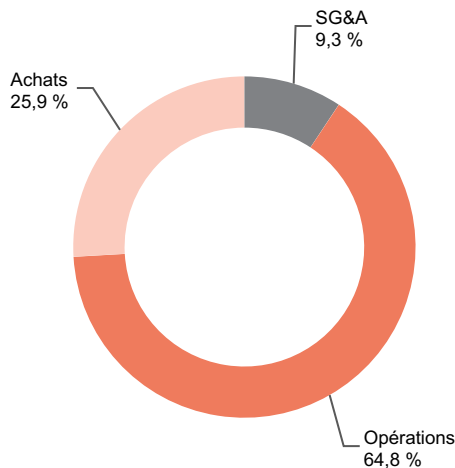
2.4.2 Analyse de la variation de l'EBITDA Groupe

Par effet, l'évolution de l'EBITDA entre le premier trimestre 2025 et 2026 peut s'analyser comme suit :



- **L'impact change** sur l'EBITDA s'élève à -33 millions d'euros (-2,0 %). Il reflète la dimension internationale du Groupe et correspond principalement à la dépréciation des devises américaine, anglaise, chinoise, chilienne, argentine et japonaise, partiellement compensées par l'appréciation des devises tchèque et hongroise⁽¹⁾. Il est à noter qu'il s'agit d'impacts de conversion et non de transaction, sans impact sur les marges ;
- **L'effet périmètre** de +17 millions d'euros (+1,0 %) comprend principalement les récentes acquisitions dans le traitement des Déchets Dangereux aux États-Unis, au Japon, au Brésil et en Australie ;
- L'évolution des **prix des commodités** (énergies et matières recyclées) a un impact net défavorable sur l'EBITDA à hauteur de -16 millions d'euros (-0,9 %), lié principalement à la baisse des prix des énergies pour -18 millions d'euros ;
- **L'effet climat** est favorable pour +16 millions d'euros (+1,0 %) principalement dans l'Energie en Europe Centrale et Orientale, en raison de conditions climatiques rigoureuses jusqu'à la mi-mars 2026, tandis que les intempéries impactent négativement le Déchet ;
- **La croissance et performance** de +87 millions d'euros (+5,1 %) grâce à un effet Prix, Productivité et Efficacité (net des gains partagés avec les clients, des renégociations de contrats et d'effets de décalage sur la répercussion des coûts) de 62 millions d'euros (+3,6 %). Le montant des synergies dans les Technologies de l'Eau s'élèvent à 10 millions d'euros à la fin du premier trimestre 2026. La contribution de l'effet Commerce/Volumes/Travaux est limitée compte-tenu de la baisse des volumes de Déchets au premier trimestre.

Plan d'efficacité : 96 millions d'euros



⁽¹⁾ Principaux impacts de change par devises : le dollar américain (-12 millions d'euros), la livre sterling (-5 millions d'euros), le yuan chinois (-4 millions d'euros), le peso chilien (-3 millions d'euros), le peso argentin (-3 millions d'euros), le yen japonais (-3 millions d'euros) compensés par la couronne tchèque (+6 millions d'euros) et le forint hongrois (+2 millions d'euros)

2.5 AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

2.5.1 EBIT courant

L'EBIT courant du Groupe au 31 mars 2026 s'établit à 971 millions d'euros, en progression à périmètre et change constants de +7,2 % par rapport au 31 mars 2025. Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT courant sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 mars 2025	31 mars 2026
EBITDA	1 695	1 766
Dépenses de renouvellement	-74	-76
Amortissements ⁽¹⁾ , y compris remboursement des actifs financiers opérationnels	-750	-761
Provisions, plus ou moins-values de cessions d'immobilisations, et autres	23	21
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	22	20
EBIT Courant	915	971

La progression de l'EBIT courant par rapport au 31 mars 2025 à périmètre et change constants s'élève à +66 millions d'euros (+7,2 %), et s'explique principalement par :

- une bonne croissance de l'EBITDA (+87 millions d'euros à périmètre et change constants) ;
- une augmentation des amortissements⁽¹⁾, y compris le remboursement des actifs financiers opérationnels (-18 millions d'euros à périmètre et change constants) ;
- la quasi-stabilité des postes « Provisions, plus ou moins-values de cessions d'immobilisations, et autres » et « Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées ».

L'impact des variations de change sur l'EBIT courant est défavorable de -18 millions d'euros principalement dû à la dépréciation à hauteur de -3 millions d'euros chacun du dollar américain, de la livre sterling, du yuan chinois et du peso argentin, partiellement compensée par des effets positifs sur la couronne tchèque (+4 millions d'euros) et le forint hongrois (+3 millions d'euros).

⁽¹⁾ Hors allocation du prix d'acquisition de Suez.

3

FINANCEMENT

3 Financement

3.1 ÉVOLUTION DU FREE CASH-FLOW ET DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le **free cash-flow net** avant investissements financiers et dividendes s'établit à -762 millions d'euros au 31 mars 2026 contre -906 millions d'euros au 31 mars 2025.

L'évolution du free cash-flow net par rapport au 31 mars 2025 s'explique par :

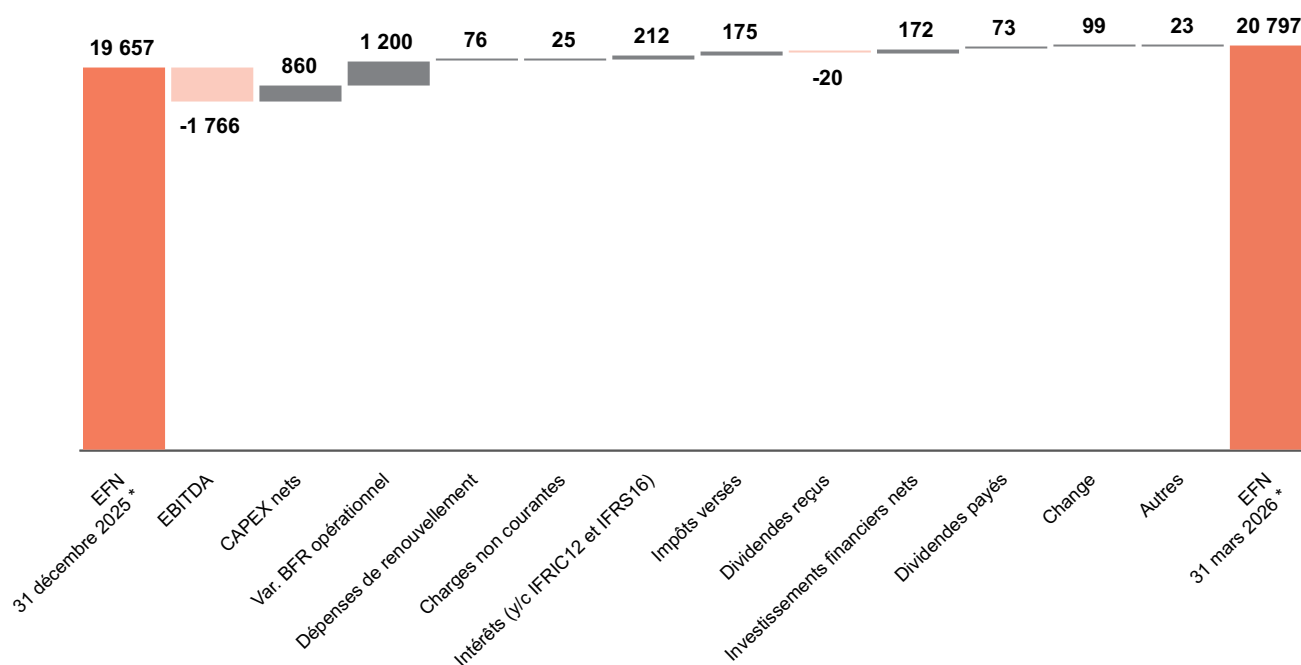
- l'augmentation de l'EBITDA, de +71 millions d'euros, portée par la croissance organique des activités et les gains générés par les plans d'efficacité opérationnelle et commerciale;
- des investissements industriels nets de -860 millions d'euros, en diminution par rapport au 31 mars 2025 de +153 millions d'euros. Ils incluent notamment les projets de décarbonation en cours de réalisation en Europe centrale et orientale pour un montant de 30 millions d'euros, ainsi que des investissements dans des projets de traitement des déchets dangereux pour 10 millions d'euros et des PFAS (polluants éternels) ;
- la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel s'établit à -1 200 millions d'euros contre -1 147 millions d'euros en mars 2025.

- L'**endettement financier net** s'établit à 20 797 millions d'euros au 31 mars 2026 contre 19 657 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Par rapport au 31 décembre 2025, la variation de l'endettement financier net s'explique principalement par les éléments suivants :

- le free cash-flow net à hauteur de - 762 millions d'euros ;
- des investissements financiers nets de cessions à hauteur de -172 millions d'euros suite principalement à l'acquisition de EnviroPacific Services en Australie pour -137 millions d'euros (voir 1.2.2 Opérations de périmètre).

L'endettement financier net est par ailleurs impacté par un effet de change et de variation de juste valeur défavorable de -99 millions d'euros au 31 mars 2026, principalement lié à la variation du dollar.



* EFN hors impact de la réévaluation de la dette comptabilisée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de Suez, voir 5.1.

4

AUTRES ÉLÉMENTS

4 Autres éléments

4.1 PERSPECTIVES

Objectifs 2026 et trajectoire du plan GreenUp pleinement confirmés

- Croissance organique ⁽¹⁾ solide du chiffre d'affaires excluant les prix des énergies ;
- Croissance organique ⁽¹⁾ de l'EBITDA entre +5 % et +6 % ;
- Croissance du résultat net courant part du Groupe ⁽²⁾ d'au moins +8 % à change constant et en excluant Clean Earth ;
- Croissance du bénéfice net courant part du Groupe par action ⁽²⁾ en ligne avec celle du résultat net courant part du Groupe ⁽²⁾ (grâce au plan de rachat d'actions pour compenser l'impact du plan d'actionnariat salarié) ;
- Croissance du dividende en ligne avec celle du bénéfice net courant part du Groupe par action ⁽²⁾ ;
- Maintien du ratio dette nette/EBITDA égal ou inférieur à 3x en excluant Clean Earth (égal ou légèrement supérieur à 3x avec Clean Earth).

En complément :

- Avec une finalisation de l'acquisition Clean Earth mi-2026, la transaction sera relative au niveau du résultat net courant à partir de 2027 (hors PPA) et les synergies commenceront en 2027.
- Le programme de cessions de plus de 2 milliards d'euros sera réalisé dans les deux ans suivant la finalisation de la transaction Clean Earth.

La trajectoire GreenUp est pleinement confirmée.

⁽¹⁾ À périmètre et change constants.

⁽²⁾ Hors PPA.

5

ANNEXES

5 Annexes

5.1 DÉFINITIONS

Aucune modification n'est intervenue lors de l'établissement des comptes au 31 mars 2026 dans la définition des indicateurs financiers non-GAAP utilisés par le Groupe.

5.1.1 Indicateurs non strictement comptables (« non-GAAP »)

L'expression « **variation à change constant** » recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur du besoin en fonds de roulement non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

La marge d'EBITDA est définie comme étant le ratio EBITDA/chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT courant** (qui comprend la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et des entreprises associées), sont exclus du résultat opérationnel les éléments suivants :

- les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence ;
- les charges de restructuration ;
- les provisions et pertes de valeur non courantes ;
- les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels) ;
- les amortissements des actifs réévalués dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez ;
- les coûts d'acquisitions de titres.

Le coût de l'endettement financier net courant représente le coût de l'endettement financier net, hors amortissement de la dette réévaluée dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez.

Les investissements industriels nets tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie dans ses investissements :

- les investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe ;
- les investissements de croissance qui correspondent globalement aux investissements embarqués au sein de nos contrats existants et de défense de portefeuille ;
- enfin les investissements dits de croissance discrétionnaire, consécutifs généralement à un nouveau contrat ou projet ou encore à une extension significative d'un contrat ou d'un projet existant.

Ces dernières catégories correspondant à des investissements de croissance.

Les investissements financiers nets tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Le free cash-flow net correspond au free cash-flow des activités poursuivies *i.e.* la somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) qui inclut la dette locative IFRS 16, nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité, tout en conservant un faible risque en capital. L'endettement financier net exclut l'impact net de la réévaluation de la dette comptabilisé dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez.

Le leverage ratio (ou **levier financier**) rapporte l'endettement financier y compris IFRS 16 net de clôture à l'EBITDA y compris IFRS 16.



Veolia Environnement

Société anonyme au capital de 3 712 483 250 euros
403 210 032 RCS Paris

Siège administratif :

30, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers – France

Tél. : +33 (0)1 85 57 70 00

Siège social :

21, rue La Boétie – 75008 Paris – France

www.veolia.com